

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20180813-RAP-TerecovalRvi.odt		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société Terecoval ZI Les Attignours 73130 La Chambre		S3IC 61 7561 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Traitement de déchets de gros électroménager à production de froid (GEM froid)		
Date du contrôle : 13-08-2018		
Inspecteur(s) : Claude CASTELLAZZI		
Type de contrôle :		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Incident/Accident du 11/08/2018 <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle : <ul style="list-style-type: none"> <li>Suite incendie du 11/08/18</li> <li>rétenion des eaux d'extinction incendie</li> <li>moyens de lutte contre l'incendie</li> </ul>		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Le site		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation du 15/09/2015		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Christian BLANC	TERECOVAL	Directeur
MME Sandrine BERTHET		Animatrice QSE
Destinataire :	Préfet (DDCSPP)	
Copies externes :	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input checked="" type="checkbox"/> Autres : BARPI,	
Copies internes DREAL :	<input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> Subdi D2 <input type="checkbox"/> PRICAE	
P.J. :		

### **Contexte de la visite**

La société Terecoval, située en zone industrielle des Attignours sur le territoire de la commune de LA CHAMBRE, exploite un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) régulièrement autorisé par un arrêté préfectoral en date du 19/11/2008 complété par un arrêté du 15/09/2015.

L'activité principale de l'établissement consiste dans le démantèlement puis le broyage d'appareils de production de froid dans le but de valoriser les matières récupérées qui sont pour la plupart des métaux, des plastiques et des mousses de polyuréthane contenues dans les parois isolantes.

A noter que la société Terecoval a déposé un dossier de demande d'autorisation début 2018, visant l'augmentation des capacités de traitement avec l'adjonction d'une deuxième ligne de traitement. Cette demande fait actuellement l'objet d'une enquête publique qui doit se terminer le 24/08/2018.

Cette visite d'inspection fait suite à un courrier électronique de l'exploitant du 13/08/18 à 9h30 nous informant d'un départ de feu dans un stockage de déchets de mousse de polyuréthane le samedi 11/08/18. Elle visait donc à faire le point, d'une part, sur les circonstances du sinistre et ses impacts environnementaux éventuels et d'autre part à vérifier la conformité réglementaire de certains articles de l'AP du 15/09/2015.

### **Principaux éléments relevés lors de la visite**

#### **1. Sinistre du 11/08/2018**

##### **Référence réglementaire :**

Article 1-5-7 de l'AP du 15/09/2015- Accidents et incidents

*« Transmission d'un rapport d'accident rédigé par l'exploitant sous un délai de 15 jours »*

##### **Chronologie des faits et constat**

Le samedi 11/08/18 à 15h 45 les ouvriers de l'entreprise italienne intervenant sur le montage de la nouvelle chaîne de traitement ont détecté un départ de feu en surface du stockage de déchets de mousse de polyuréthane entreposé en extérieur. Ils ont immédiatement mis en œuvre un RIA (robinet d'incendie armé) positionné à proximité. Simultanément ils ont averti le directeur du site M. Blanc qui est arrivé sur place à 16h . Les pompiers ont été prévenus par M. Blanc à 16h 02. Selon M. Blanc, lors de son arrivée sur le site le feu était déjà éteint. Les pompiers arrivés vers 16h 20 ont fini d'arroser le stock encore fumant. M. le maire de La Chambre ainsi que les gendarmes se sont également rendus sur le site.

Craignant un incendie criminel, la gendarmerie a procédé à des prélèvements en cours d'analyses.

##### **Du point de vue des impacts :**

###### **Air :**

Vu la courte durée de l'évènement aucune identification ni aucune mesure des polluants émis dans les fumées n'a pu être effectuée.

###### **Eau :**

D'après l'exploitant l'eau d'extinction utilisée en faible quantité a été absorbée par le tas de mousse, de ce fait l'exploitant n'a pas actionné la vanne d'isolement du réseau. Lors de notre visite nous n'avons pas remarqué de flaques d'eau à proximité du stockage concerné et le premier regard de collecte est à environ 25 m du lieu de l'incendie.

### Déchets :

Le sinistre n'a produit aucun déchet, le stock ayant brûlé en surface sur une faible épaisseur et ces déchets de mousses ayant vocation à être incinérés en cimenterie, ils seront dilués dans le reste du stock.

### Dégâts humains et matériels

Aucun blessé ni aucun dégât matériel ne sont à déplorer. De même, aucune plainte de riverain n'a été émise.

### Hypothèse du déclenchement de l'incendie

Lors de notre visite l'exploitant nous a bien décrit les faits. Dans le cadre de sa recherche du phénomène initiateur il nous a fait remarquer la présence, dans le stock de mousses, de petits morceaux de plastiques recouverts d'aluminium. Il émet l'hypothèse d'un effet loupe qui aurait pu se produire sur ces morceaux d'aluminium. Il nous confirme que ce stock en contenait plus que d'habitude. Il nous confirme également qu'il va mandater un expert, qui intervient pour les compagnies d'assurance, pour refaire une évaluation précise du risque incendie sur la totalité de son établissement.

Conclusion	Demande	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative (astreinte administrative)	-Transmettre le rapport d'accident dans les formes prévues à l'article 1-5-7 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2015. Ce rapport devra notamment définir les mesures prévues pour éviter le renouvellement d'un tel sinistre.	15 jours

## **2. Arrêté préfectoral du 15/09/2018**

### **2.1 Traitement des eaux pluviales**

#### **Référence réglementaire :**

Article 3-3-1 de l'AP du 15/09/2015 -Eaux pluviales

*« Les eaux susceptibles d'être polluées des aires de stationnement, de chargement, de circulation et de stockage, sont collectées par un réseau spécifique ; elles font l'objet d'un traitement adapté sur site avant leur rejet dans le ruisseau Le Bugeon »*

Article 3-5-2 de l'AP du 15/09/2015 -Contrôle des rejets

*Analyse des paramètres prévus lors des contrôles annuels*

#### **Constat :**

Ne connaissant pas exactement le volume d'eau d'extinction délivré et dans l'hypothèse où des effluents pollués auraient pu rejoindre le dispositif débourbeur/déshuileur du site, il nous paraît nécessaire de procéder à

- un nettoyage complet du dispositif,
- une analyse des effluents en sortie de ce dernier.

Conclusion	Demande	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative (amende administrative)	- justifier du nettoyage du dispositif de traitement - transmettre les résultats d'analyses des effluents en sortie du dispositif de traitement	1 mois

## 2.2 Dispositif d'isolement du réseau et rétention des eaux d'extinction

### Référence réglementaire :

Article 3-2-5 de l'AP du 15/09/2015 : Isolement avec les milieux

*« un système permet l'isolement des réseaux de collecte des eaux potentiellement polluées par rapport à l'extérieur. Ce ou ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances »*

Article 3-3-4 de l'AP du 15/09/2015 : Eaux d'extinction incendie

*« l'établissement est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie présentant à tout moment un volume disponible de 1400 m<sup>3</sup> »*

### Constat

Contrairement à la prescription le site ne dispose pas d'un bassin de rétention mais d'une capacité de rétention de 1400 m<sup>3</sup> obtenue grâce à la forme des dalles en pointe de diamant et des fosses des quais de chargement. La rédaction de cet article sera reprise dans le futur arrêté d'autorisation. Cette capacité de rétention n'a pas été utilisée lors du sinistre.

La vanne d'isolement du réseau de type guillotine, située en aval du dispositif de traitement, nous a été présentée et un essai de manœuvrabilité a été réalisé en notre présence. Cet essai s'est révélé concluant malgré une certaine dureté de manœuvre due semble-t-il à un manque de graissage de la commande. L'exploitant nous a assuré que ce dispositif était vérifié tous les ans. Il apparaît nécessaire d'établir une périodicité plus rapprochée de contrôle et d'entretien de cette vanne. De même, il nous paraît également important d'effectuer régulièrement des essais d'étanchéité de ce dispositif.

A noter que la manœuvre de cette vanne est inscrite dans une procédure interne d'intervention, portée à la connaissance du personnel d'exploitation, qui nous a été présentée.

Conclusion	Demande	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de suite administrative (mise en demeure)	- proposer à l'inspection des installations classées une périodicité de contrôle et d'entretien de la vanne d'isolement permettant d'assurer sa fermeture rapidement avec un effort minimum et tenir un registre attestant de ces opérations de contrôle et d'entretien	1 mois

## 2.3 Moyens de lutte contre l'incendie

### Référence réglementaire :

Article 6-5-3 de l'AP du 15/09/2015 : moyens de lutte contre l'incendie

« L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> (au minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc ...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.

Les extincteurs sont judicieusement placés et répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés et ils restent accessibles facilement en toute circonstance.

Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués d'au moins deux poteaux d'incendie, situés à moins de 200 mètres de l'établissement, conforme à la norme NFS 61.213, capables de délivrer chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/heure pendant deux heures ou de moyens permettant d'obtenir un débit d'eau équivalent (réserve interne...)

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel.

La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur ».

#### Constat :

Le site est équipé de 76 extincteurs adaptés aux risques à défendre et de 8 RIA (robinets d'incendie armés). Tous ces équipements sont positionnés dans des endroits accessibles et parfaitement visibles. La dernière vérification annuelle a été effectuée en 09/2017.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux poteaux incendie dont les caractéristiques répondent à la prescription réglementaire. Les fiches d'essais de ces poteaux datées du 23/03/2018 nous ont été communiquées en séance. De même un bassin contenant 650 m<sup>3</sup> d'eau d'extinction, équipé de trois prises d'aspiration est disponible dans la zone industrielle pour venir compléter le dispositif si besoin.

Conclusion	
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	La prescription est respectée

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☒ Proposition d'adaptation des prescriptions de l'article 3-3-4
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

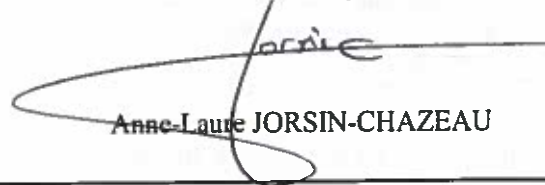
**Signature de l'inspecteur**

Claude CASTELLAZZI

**Approbateur**

Le 16 août 2018

Vu, approuvé et transmis au préfet de la Savoie  
pour la directrice et par délégation,  
la chef de l'unité interdépartementale



Anne-Laure JORSIN-CHAZEAU